

**ECONOMIE, SOCIOLOGIE ET HISTOIRE**  
**(ÉPREUVE n° 269)**  
**ANNÉE 2015**  
**Épreuve conçue par ESSEC**  
**Voie économique et commerciale**

**Sujet : Croissance et inégalités**

Le sujet proposé cette année présentait l'intérêt de faire écho à des travaux récents (Piketty, 2013 ; OCDE 2014 et 2015) lesquels ont eu un large retentissement qui va au-delà de la communauté des économistes. Il s'agissait ici d'élargir une question posée au début du 19<sup>e</sup> siècle par les Classiques, en particulier Marx. La présence d'inégalités est-elle une condition sine qua none pour que le système capitaliste puisse produire de la croissance dans un contexte où il n'existe plus de modèle économique alternatif, le système économique centralement planifié s'étant effondré depuis la chute du mur de Berlin en 1989 ?

Pour être convenablement traité, ce sujet nécessitait de fournir une définition claire et précise des termes qui le composait. Pour la croissance, la définition proposée par Perroux était tout à fait adéquate. Pour les inégalités, le champ à couvrir était plus large. On devait considérer de façon prioritaire les inégalités de revenu, de patrimoine et sociales pour des individus d'un même pays. On devait aussi envisager des inégalités de développement entre les pays car après tout, ces écarts de développement ne sont pas une fatalité. Dans l'ensemble, les candidats ont respecté ces différences en mettant bien en avant les inégalités de revenu et de patrimoine à l'intérieur des pays.

Pour traiter le sujet, il fallait prioriser les travaux de Kuznets, surtout la relation en cloche entre niveau des inégalités et stade de développement. Dans de nombreuses copies, le nom de Kuznets a bien été mentionné mais l'apport de l'auteur n'a pas été présenté de façon très satisfaisante. Dans de nombreux cas, la relation se situe entre le niveau des inégalités et le temps et non le niveau de développement ce qui n'est pas la même chose. Mais surtout, les mécanismes à l'origine de la relation n'ont pas été clairement précisés. L'auteur distingue un secteur traditionnel et un secteur moderne. Ce dernier se développe de plus en plus et offre les salaires les plus élevés dans l'économie. Au début, une frange limitée des travailleurs est dans le secteur moderne générant des écarts de revenus élevés. Mais au fur et à mesure que ce secteur se développe, il attire de plus en plus de travailleurs et les inégalités se réduisent. Ainsi dans l'approche de Kuznets, les pays développés ne devraient pas connaître de fortes inégalités ou un accroissement de celles-ci.

Or justement, les travaux empiriques les plus récents (Piketty, 2013 ; OCDE 2014 et 2015) indiquent un creusement des inégalités dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 30 ans, la crise de 2008 ayant même conduit à une amplification du phénomène. Il semble donc que le niveau de développement des pays et la mobilité des facteurs de production entre secteurs n'épuisent pas la question de la relation entre croissance économique et inégalités.

On pouvait envisager deux façons au moins de structurer l'exposé. Le premier plan à considérer se fondait sur le sens de causalité entre les deux grandeurs : inégalités, facteur de croissance économique et croissance économique, source d'inégalités. Un plan alternatif reposait sur la question suivante : Pourquoi la croissance nécessite-t-elle des inégalités puis de l'égalité pour

exister de façon pérenne dans le système capitaliste avec une troisième partie pas nécessairement subsidiaire sur le (nouveau) rôle de l'Etat.

Concernant les arguments à utiliser dans chacune des parties, les candidats ont utilisé les travaux existant sans toutefois épuiser tous les facteurs présents dans la littérature. A leur décharge, il y en a beaucoup dont certains dépassent le champ strict de l'économie. Il y a tout de même des lignes de force qui se dégagent :

- 1) Il faut maintenir les inégalités pour inciter les plus riches (i.e. les plus productifs) à investir (Hayek) et s'appropriier la rente technologique, en cas d'investissement en R&D au moins temporairement (Schumpeter). Toute politique redistributive en faveur des plus pauvres les incite à l'oisiveté (Malthus). De plus, cette politique redistributive est aussi désincitative pour les plus riches car ils devront payer plus d'impôts. Mais, trop d'impôt tue l'impôt (Laffer). Dans ce contexte, toute politique redistributive est inefficace et il faut donc faire confiance à l'initiative individuelle. Si Marx est d'accord avec la nécessité d'un processus d'accumulation de capital par les capitalistes, il considère que la stabilité et la pérennité du système économique ne sont absolument pas assurées. De plus la vision libérale repose sur les hypothèses implicites selon lesquelles les marchés sont parfaits et l'égalité des chances assurée (Rawls). Si l'une de ces deux hypothèses n'est pas vérifiée, les pauvres resteront pauvres quelles que soient leurs qualités intrinsèques. Ainsi, ils n'auront pas accès aux meilleures formations et écoles, remettant en cause l'égalité des chances (Rawls). Ils emprunteront systématiquement à des conditions moins favorables sur les marchés compte tenu de leur statut de pauvres.
- 2) Il faut au contraire réduire les inégalités, si l'on considère que ce sont les individus les moins riches qui ont la propension à consommer la plus élevée (Keynes). Une réallocation des ressources vers les plus pauvres est alors favorable à la croissance économique. L'ouverture aux échanges des pays et leur recherche d'attractivité croissante vis-à-vis des investissements directs entrant conduisent à l'égalisation des rémunérations factorielles entre pays. Toutefois, elles augmentent les inégalités entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés dans les pays développés, les seconds étant mis en concurrence avec les travailleurs des pays moins développés. Il peut être utile de partager les gains de l'échange en réduisant les inégalités pour rendre acceptable par tous l'ouverture à la concurrence internationale. De fortes inégalités peuvent aussi être à l'origine d'une instabilité sociale marquée qui risque de perturber le bon fonctionnement de l'économie et altérer ainsi la croissance.
- 3) Au vu de ces arguments, on peut questionner l'intervention de l'Etat dans une troisième partie. On peut considérer qu'il doit être le garant de l'équité (l'égalité des chances). L'Etat doit aussi garantir la stabilité sociale du pays tout en favorisant l'investissement. La marge de manœuvre est très étroite surtout en période de crise. En France, les dépenses publiques rapportées au PIB ont atteint 57,2%, un nouveau record, dont 32% représentent des dépenses sociales.

Au final, le principal problème du traitement de ce sujet concerne l'absence de structuration claire. La grande majorité des copies sont des "patchworks" mal organisés où les idées s'enchaînent sans fil conducteur ni cohérence. Le second problème, sans doute plus grave, concerne la faiblesse des connaissances théoriques. La plupart des candidats ont de graves lacunes et ne maîtrisent pas correctement les concepts importants. Il est clair que les théories du commerce international, entre autres, pourtant enseignées en deuxième année, ne sont pas comprises. Malheureusement, il y a également beaucoup de dissertations où le niveau est

beaucoup plus faible et qui partagent les mêmes arguments peu convaincants relevant d'auteurs peu connus.

Autre point à relever : les candidats ne développent pas de thèse ou n'osent pas le faire. Ainsi, on ne devrait pas trouver, comme dans la majorité des copies, qu'à la fois Kuznets et Piketty ont raison. Alors que l'on sait que le second conteste la thèse du premier. Du coup, beaucoup de copies ressemblent à un "fouillis idéologique" où tantôt les classiques ont raison, tantôt les keynésiens... le problème tient à la façon d'exprimer les différences de manière claire. L'absence de clarté tient aussi au manque de précision quant à la définition des inégalités.

A l'inverse, un nombre significatif de copies sont excellentes, entre 15 et 20/20, qui abordent toutes les questions centrales et citent des auteurs attendus pour ce sujet, économistes et sociologues, (Stiglitz, Mankiw, Aghion, Bourguignon, Bourdieu, Merle, Dubet,...) : la thèse libérale d'inégalités comme "aiguillons" de la croissance (Hayek, Nozick); le développement keynésien de l'Etat-Providence pour réduire les inégalités et stimuler une croissance basée sur la consommation; l'enjeu actuel de la mondialisation et de la montée des inégalités.

Sur la forme, contrairement à l'année dernière, les dissertations comportent davantage de fautes d'orthographe et de syntaxe ce qui nuit très sensiblement à la qualité d'ensemble. Il faut également faire attention au nombre de pages. Trop de copies débordent et dépassent largement le quota de 10 pages.